

Unité départementale de l'Oise
283 rue de Clermont
60000 BEAUVAIS

Beauvais , le 02/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ECOVALOR

375, allée des artisans
60870 BRENOUILLE

Références : IC.R/0083/22-AL/SA

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/03/2022 dans l'établissement ECOVALOR implanté 375, allée des artisans 60870 BRENOUILLE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Une visite d'inspection a été réalisée le 1er mars 2022 sur le site de la société ECOVALOR suite à un dégagement d'odeur sur plusieurs kilomètres autour de la commune de Brenouille.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ECOVALOR
- 375, allée des artisans 60870 BRENOUILLE
- Code AIOT dans GUN : 0005103804
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société ECOVALOR est spécialisée dans la collecte, le traitement et la valorisation des emballages vides souillés. Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2008, complété par celui du 23 avril 2019. Le site est soumis à autorisation. Au total 15 000 tonnes de déchets dangereux et non dangereux sont traités sur le site par an. Les déchets dangereux en transit représentent en valeur maximale 5 000 tonnes par an et un stock maximal sur site de 160 tonnes. La quantité maximale de déchets réceptionnée est de 75 tonnes par jour.

La société emploie 13 salariés sur le site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- odeurs : épisode olfactif ayant incommodé la population

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant de la société ECOVALOR a prévenu l'inspection le 1er mars 2022 à 9h30 qu'une campagne de broyage de déchets a été réalisée le lundi 28 février 2022. L'exploitant mentionne que cette campagne a causé la diffusion d'une forte odeur sur les communes de Pont Sainte Maxence, Brenouille et sur les communes aux alentours. Il ajoute que la police municipale est venu sur son site le 1er mars 2022, au matin, suite à des plaintes concernant cette odeur, ressentie dans un périmètre de 10 km.

En conséquence, une visite d'inspection a été réalisé le 1er mars, en début d'après-midi, sur le site de la société ECOVALOR. Une odeur a été ressentie à l'approche du site. Cette odeur est devenue plus forte sur le site.

L'exploitant a mentionné que cette odeur avait été ressentie sur le site, un peu après le broyage des déchets dangereux. Le producteur de ces déchets est la société FEDEX (ROISSY - 95). Ils ont été acheminés par la société BUTIN le 28 février 2022 (BSD n°52870/9) sur le site ECOVALOR. L'ensemble des déchets réceptionnés (environ 1 tonne) a été broyé et stocké dans le bâtiment broyeur avec d'autres déchets déjà broyés. Il n'est donc pas possible de les différencier.

L'exploitant a mentionné que ces déchets étaient composés, notamment de :

- 10 bidons de 20 litres remplis de détergent ;
- de pots de peintures non vides ;
- de batteries lithium-ion qui ont été enlevées et mises dans un bac de rétention adapté ;
- d'un fût d'huile qui a été vidé pour valorisation...

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
PC 1 : nature des installations (activité de broyage)	AP Complémentaire du 23/08/2019, article 3 et 4	/	Suspension, Mise en demeure, dépôt de dossier, Mesures d'urgence
PC 2 : procédure d'acceptation des déchets	Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article VII.2.2.2	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection a permis de constater que la société ECOVALOR exerçait une activité non autorisée (broyage de déchets dangereux avec des emballages non vides). Il est proposé à madame la préfète :

- un projet d'arrêté de mise en demeure afin de régulariser ou cesser cette activité ;
- un projet d'arrêté de mesures d'urgences prescrivant notamment une meilleure connaissance du produit éliminé, une étude de dispersion à l'atmosphère (dont la réalisation dépendra de ce qui aura pu être analysé) ;
- un projet d'arrêté de suspension de l'activité, qui vaut notamment tant que tant que le broyeur n'aura pas été nettoyé et que des consignes fiables, opérationnelles et connues des employés n'auront pas été mises en place.
- un projet d'arrêté de mise en demeure de respecter la prescription relative à la procédure d'acceptation des déchets.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : PC 1 : nature des installations (activité de broyage)
Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/08/2019, article 3 et 4
Thème(s) : Situation administrative, rubriques autorisées
<p>Prescription contrôlée : Article 3</p> <p>Le tableau de l'article I.I.1 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2008 est supprimé et modifié par le tableau suivant : ... Rubrique 2790 : Installation de traitement de déchets dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2793, 2795 : Traitement et valorisation de déchets et d'emballages plastiques et métalliques par déconditionnement, broyage, lavage, déchiquetage, stockage avant envoi vers des filières de valorisation ou de traitement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 560 m3 de conteneurs souillés - 90 m3 de poches plastiques souillées - 200 m3 de fûts plastiques - 666 m3 d'emballages < 200 l - 240 m3 de broyats (benne) <p>Soit un total de 1756 m3.</p> <p>Article 4</p> <p>[...]</p> <p>Les produits résiduels des emballages collectés après vidange sont stockés sur le site en fonction de leur nature (solvants, acides, bases) dans des conteneurs étanches placés sur rétention. Lors de la réception d'un emballage, l'identification et le tri permettent d'orienter le déchet selon le client et la nature du produit qui était contenu dans l'emballage.</p> <p>[...]</p> <p>Constats : Les bidons de 20 litres de détergent et les pots de peintures ont été broyés « remplis de détergents », sans avoir été vidés. Or la rubrique 2790 mentionne bien que seuls les emballages et conteneurs souillés peuvent être broyés.</p> <p>Il s'agit, au titre de l'article R181-46-I-3° du code de l'environnement d'une modification substantielle car elle est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L181-3. La preuve en est que des odeurs ont inquiété la population autour du site dans les 10 kilomètres.</p> <p>Un constat aggravant détaillé au point de contrôle n°2 est qu'aucune analyse préalable du produit n'a été réalisée. L'exploitant ne disposait pas de la fiche de donnée de sécurité au moment où il les a broyés et n'en connaissait donc pas précisément la dangerosité.</p> <p>Un employé du site a indiqué que le broyage de contenants pleins était une pratique courante depuis plusieurs années.</p> <p><u>Constat avec suite n°1</u> : la société ECOVALOR n'est pas autorisée à broyer des déchets dangereux dont les contenants ne sont pas vidés. Elle exerce une activité soumise à une nouvelle autorisation sans l'avoir sollicitée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Suspension, Mise en demeure, dépôt de dossier, Mesures d'urgence

Nom du point de contrôle : PC 2 : procédure d'acceptation des déchets
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article VII.2.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, déchets
<p>Prescription contrôlée : Les déchets acceptés par l'exploitant sur son site seront essentiellement, hors transit ou broyage spécifique, des déchets d'emballages ménagers issus de la collecte sélective, des déchets d'emballages industriels métalliques ou en matière plastique, bois, souillés ou assimilables à des déchets banals.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant organisera par consigne les opérations d'acceptation des déchets sur son site.</p> <p>Constats : Lors de la visite d'inspection, il a été demandé la consigne des opérations d'acceptation des déchets sur le site. L'exploitant a présenté deux consignes : - "acceptation des déchets" du 11 mars 2021 ; - "réception et expédition" du 11 mars 2021.</p> <p>D'après le certificat d'acceptation des déchets et la fiche d'identification des déchets, les déchets broyés le 28 février 2022 sont de nature dite "DTQD Simple". L'exploitant précise qu'il s'agit de Déchets Toxiques en Quantités Dispersées.</p> <p>D'après la consigne "réception et expédition", dans le cas d'une réception "DTQD", une caractérisation du déchet doit être faite afin de pouvoir définir précisément la filière de traitement. Il est mentionné que : - tous les contenants doivent être ouverts afin de définir si le contenu est liquide/pâteux/solide ; - des tests de caractérisation doivent être réalisés ; pH, solvant/liquide incinérable ; - les palettes doivent être identifiées suivant la consigne d'étiquetage ADR...</p> <p>Or la personne responsable de la réception des déchets mentionne que cela n'a pas été fait. Il mentionne que les bidons étaient censés être des détergents (malgré l'étiquette en chinois) et que ce type de déchets est admis sur le site.</p> <p>L'odeur émise serait causée par le broyage des bidons remplis de détergent. L'inspection a demandé à l'exploitant la composition de ces bidons de détergent. Ce dernier a pris contact avec M.BENOUARI (chef d'établissement de GSF CONCORDE ROISSY PARK) et Mme JEUNET (société FEDEX). La gestion des déchets sur le site de la société FEDEX est assurée par la société GSF. M.BENOUARI a transmis une fiche de donnée de sécurité rédigée en mandarin, avec quelques passages en anglais qui préciseraient les absences d'inflammabilité, toxicité ou corrosivité.</p> <p>Mme JEUNET mentionne que ces 10 bidons de détergents proviennent de la Chine et sont arrivés sur le site de Roissy avant réexpédition vers la Pologne. Or Mme JEUNET n'a pas voulu réexpédier ces bidons vers la Pologne du fait du manque d'information sur ces derniers. Elle précise les avoir mis de côté sur le site.</p> <p>Il s'avère que ces bidons ont transités par erreur vers le site ECOVALOR. Il s'agit d'un fait aggravant dans la mesure où des déchets qui arrivent par erreur sur le site ne sont pas caractérisés mais tout de même introduits dans le broyeur.</p> <p>Evacuation des déchets broyés :</p> <p>L'exploitant a présenté un Bordereau de Suivi de Déchets (n°M22030184/19142) mentionnant que 23.48 tonnes de déchets de type "broyats" a été évacuée le 1er mars 2022 du site pour incinération. Ces déchets ont été envoyés à la société SCORI à Hersin Coupigny (62). L'exploitant estime que la quasi totalité des déchets broyés le 28 février 2022 a été évacuée.</p> <p>L'inspection ne dispose plus du produit ou des broyats pour procéder à des analyses. Le produit liquide, qui s'est répandu en fond de broyeur, a depuis été mélangé avec d'autres produits broyés, ce qui ne permet plus son identification via une analyse.</p>

Constat avec suite n°2 : Les consignes des opérations d'acceptation, de réception des déchets de type DTQD ne sont pas respectée malgré leur existence.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription